

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 682

semaine du
du 25 novembre
au 1^{er} décembre
2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Guadeloupe, Martinique La révolte des peuples Non à la répression! Bas les pattes devant la Guadeloupe !

■ La parole à **Elie Domota**, porte-parole du LKP

Pages 10 et 11

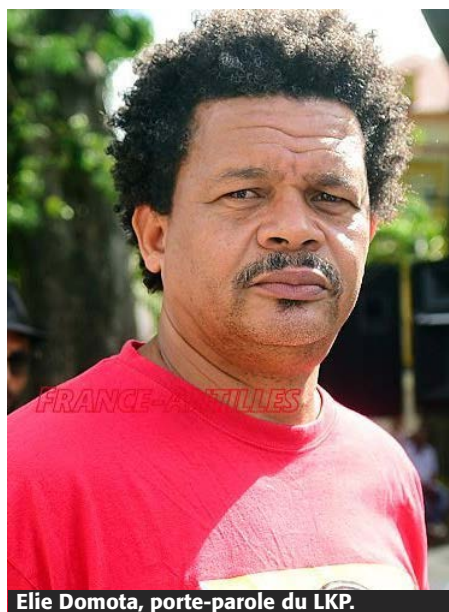
Comment en est-on arrivé là ?

Depuis le 17 juillet 2021, quatre mois que nous marchons chaque samedi, que nous organisons un meeting chaque semaine. Nous avons écrit au président de la République, au Premier ministre, au ministre de la Santé et à l'ARS. Nous avons demandé audience au préfet, nous avons téléphoné, nous avons envoyé des fax. Nous avons interpellé présidents du conseil départemental, du conseil régional... nous avons déposé des préavis de grève.

Personne n'a réellement répondu à nos démarches.

Rappelons que, le 23 septembre 2021, après une mobilisation dans la zone commerciale de Dothémare et à l'issue d'une rencontre avec le chef de cabinet du préfet, il avait été convenu avec les services de l'Etat de la mise en place d'un accord dit « accord de méthode » relatif aux négociations. Mais, dans un courrier daté du 29 septembre 2021, le préfet rejetait l'ensemble des propositions et mettait fin à toute négociation.

Mais leur seule réponse a été la répression. Nous avons plus d'une vingtaine de nos camarades déjà condamnés dans le cadre des piquets de grève, d'autres sont convoqués devant le tribunal. Tous les jours, ils interviennent, ils matraquent. Leurs amis foncent en voiture ; c'est ainsi qu'un camarade de la CGTG a été blessé ; il a deux semaines d'interruption de travail. Face à cela personne n'a daigné réagir...



Elie Domota, porte-parole du LKP.

Dans quel pays sommes-nous ? Même dans les dictatures les plus féroces, quand les gens manifestent on les reçoit pour discuter ; ici, ils ont fait le choix de nous ignorer. Il faut arrêter de mépriser les Guadeloupéens ; nous ne sommes pas des chiens, nous ne saurions l'accepter ! C'est pour cela que nous occupons la rue depuis une semaine ; parce qu'il n'est pas normal que dans un pays dit civilisé, dont la majorité manifeste contre l'obligation vaccinale, le passe sanitaire, qui demande des comptes sur la gestion de la crise sanitaire, sur le nombre important de décès par manque de soin, la seule réponse de

l'Etat français soit le mépris, l'intimidation et la répression (*voir ci-contre les extraits du tract de LKP*).

Nous demandons donc, à tous les travailleurs, les chômeurs, les retraités et tous les gens épris de justice et de liberté de rejoindre les piquets de grève, les barrages, pour que nous puissions arracher des négociations sur toutes les revendications des travailleurs et du peuple de Guadeloupe. Nous en avons assez de subir le mépris et l'indignité.

Nous lançons un appel à l'unité et la solidarité, et demandons donc à tous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de rejoindre la lutte en fonction de leurs moyens et possibilités pour nous faire respecter.

Et quand nous entendons dire que le taux de vaccination est de plus de 87 % au niveau de la santé. C'est faux et archifaux ; si on prend en compte ce qu'ils appellent le statut vaccinal complet qui correspond à au moins deux doses plus une troisième à moins de six mois, quasiment personne n'est éligible, alors qu'ils nous disaient que ce statut était censé nous protéger. La preuve est faite que nous n'avons pas affaire à une politique sanitaire, à une politique de santé publique, c'est une politique basée sur l'asservissement, sur la remise en cause des libertés, sur la soumission et sur le piétinement des droits et libertés. C'est pour cela que nous ne pouvons que nous soulever contre cette situation pour faire respecter notre pays. ■

Le gouvernement Macron se glorifie

Le 23 novembre, le ministre Sébastien Lecornu justifie la décision prise quatre jours plus tôt par le gouvernement d'envoyer 200 gendarmes et policiers supplémentaires en Guadeloupe pour mater la révolte. « *La réponse du gouvernement, elle est implacable, elle est claire, elle est ferme : l'envoi du Raid et du GIGN* », se glorifie-t-il.



Jadot choisit son camp

En direct sur LCI, ce dimanche 21 novembre, Jadot s'exprime : « *Il est normal que l'Etat engage des forces pour tenter de rétablir la paix en Guadeloupe.* » Sans commentaires.



Jean-Luc Mélenchon condamne

Il a déclaré le 22 novembre : « *Le problème en Guadeloupe, c'est que la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, que 60 % des moins de 25 ans n'ont pas de boulot et pas de perspectives. Ça suffit, les gens qui invoquent la République seulement pour défendre la répression !* » Et d'ajouter, le lendemain, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale : « *Ce n'est ni de Raid, ni de GIGN, ni de violence d'aucune sorte dont on a besoin venant de l'Etat (...). Il faut déjà commencer par dire qu'on ne licenciera pas, qu'on ne suspendra pas les personnels qui ne sont pas vaccinés (...). Il faut arrêter avec ces raideurs d'autorité qui ne mènent nulle part.* »



Communiqué du bureau national du POI du 20 novembre 2021

Halte à la répression en Guadeloupe !

Le bureau national du POI apporte son soutien total aux travailleurs et au peuple guadeloupéens qui agissent avec leurs organisations contre la répression, l'obligation vaccinale, le passe sanitaire et défendent leurs revendications.

Avec le couvre-feu décrété par le préfet vendredi 19 novembre, l'Etat colonial dirigé par Macron et son exécutif veut briser l'action résolue de la population contre la répression imposée au nom de la « crise sanitaire ».

Le bureau national du POI exige la levée immédiate du couvre-feu, l'arrêt des poursuites et sanctions contre les militants du LKP, de l'UGTG.

Adopté à l'unanimité

La grève générale reconductible a commencé, lundi 22 novembre

Après des mobilisations ininterrompues depuis le mois de juillet contre couvre-feu, confinement, passe sanitaire et obligation vaccinale, autour de l'intersyndicale de la santé, l'entrée en lice des centrales syndicales a ouvert une nouvelle étape.

Plusieurs réunions impulsées par la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM) et ses syndicats affiliés (marins-pêcheurs, artistes, transporteurs) ont débouché sur le préavis de grève suivant.

Conformément à la législation en vigueur, les centrales syndicales et les organisations professionnelles citées ci-après déposent un préavis de grève générale reconductible. (...)

Ce préavis de grève concerne l'ensemble des travailleurs publics et privés de la Martinique. La grève prendra effet à compter du lundi 22 novembre 2021, à 0 heure.

POINTS DE REVENDICATIONS

1. Le retrait de la loi instituant l'obligation vaccinale, le passe sanitaire et les sanctions assorties, mais aussi l'arrêt et la levée de toutes les mesures de suspension de contrat de travail prises à l'encontre de salariés et le paiement des salaires non versés.
2. L'arrêt de la répression qui frappe les salariés en lutte, notamment sur leur lieu de travail.
3. L'octroi de moyens humains et matériels indispensables pour l'hôpital public.
4. L'augmentation des salaires et des pensions des minima sociaux.

5. Ouverture des discussions sur la prime Covid-19.

6. L'arrêt du développement du travail précaire.

7. Abandon définitif de la réforme des retraites.

8. La réduction des prix des produits pétroliers et notamment du gaz, leur blocage à un niveau en rapport avec le pouvoir d'achat de la majorité de la population pour une durée indéterminée. (...)

La grève générale a commencé avec une manifestation d'au moins 3 000 participants, combinée au blocage de zones industrielles et du port. Un nombre non négligeable d'établissements scolaires ont été fermés. De la Guadeloupe parvint un message signé Elie Domota.

Après une entrevue avortée avec le préfet, la manifestation prit la direction du village mis en place pour accueillir 79 bateaux de la transat Jacques-Vabre (route du café), que le Brésil avait refusé d'accueillir pour raisons sanitaires et fortement contestée par la population martiniquaise.

L'ensemble des manifestants y pénétra pacifiquement sans le passe sanitaire obligatoire.

Serge Aribo, porte-parole de l'intersyndicale de la santé, prononça ces fortes paroles : « *Nous ne sommes plus au temps de la route du café, nous ne sommes plus au temps de la route du rhum, nous sommes au temps de la route de nous-mêmes.* »

La manifestation revint à la Maison des syndicats où de nouvelles actions ont été décidées pour la reconduction du mouvement. ■



Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros 12 numéros : 17 euros 4 mois (17 numéros) : 24 euros

6 mois (25 numéros) : 33 euros 1 an (51 numéros) : 65 euros 1 an, pli clos : 110 euros

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.